

Unité départementale de la Vendée
53, rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon

La Roche sur Yon, le 30 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



OUEST PRODUCTION

Impasse de La Raye
85220 LA CHAIZE GIRAUD

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement OUEST PRODUCTION implanté Impasse de La Raye 85220 LA CHAIZE GIRAUD. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OUEST PRODUCTION
- Impasse de La Raye 85220 LA CHAIZE GIRAUD
- Code AIOT dans GUN : 0006302977
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Ouest Production exerce une activité de fabrication de portes en bois, PVC ou aluminium, autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2002. Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410) et de vernissage (rubrique 2940-2), ainsi qu'une chaudière biomasse (rubrique 2910-B).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques de la chaudière biomasse
- risque incendie
- surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Évaluation en permanence des poussières rejetées par la chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77.II	/	Sans objet
Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2	/	Sans objet
Transmission des rapports de suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques chaudière biomasse (VLE)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58 et 62	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.4	/	Sans objet
Modalités de stockage du produit de traitement des fumées (selon FDS)	Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu notamment des activités exercées, de la configuration de l'établissement (46 000 m² de bâtiments accolés ou situés à proximité les uns des autres) et de la proximité des habitations, le risque incendie constitue un enjeu important du site.

Les moyens actuels de défense contre l'incendie n'apparaissent pas suffisants pour combler le besoin en eau. Une démarche, devant aboutir à la mise à disposition de moyens adaptés, doit être engagée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques chaudière biomasse (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58 et 62
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- SO₂ : 225 mg/m³- NO_x : 750 mg/m³- poussières : 50 mg/m³- HAP : 0.1 mg/m³- COVNM : 110 mg/m³- HCl : 30 mg/m³- HF : 25 mg/m³- dioxines et furannes : 0.1 ng I-TEQ/m³- Cd, Hg, Tl et leurs composés : 0,05 mg/m³ par métal, et 0,1 mg/Nm³ pour la somme- As, Se, Te et leurs composés : 1 mg/m³ pour la somme- Pb et ses composés : 1 mg/m³- Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés : 20 mg/m³
Constats : Afin de limiter les émissions de dioxines et furanes, un traitement par injection de réactifs dans les fumées (mélange de charbon actif et d'hydroxyde de calcium) a été mis en place, fin 2021. La mise en œuvre de ce traitement a été constatée lors de la visite. La campagne de mesures réalisée en janvier 2022 a mis en évidence le dépassement de la valeur limite d'émission de poussières (137 mg/m ³ pour une valeur limite de 50 mg/m ³) et le respect des autres valeurs limites, y compris pour les dioxines et furanes (ce qui a justifié du respect de la mise en demeure du 4 août 2020). Une seconde campagne de mesures, réalisée en mars 2022, a montré le respect de la valeur limite en poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Évaluation en permanence des poussières rejetées par la chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77.II
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée.
Constats : La chaudière biomasse n'est pas munie d'un dispositif d'évaluation en continu des poussières émises.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visites sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière campagne de vérification des installations électriques a été réalisée en août 2021. Le Q18 associé conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion. Par conséquent, il est considéré que les installations électriques sont maintenues en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie.
Prescription contrôlée : Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le SDIS. Ils sont réceptionnés par le SDIS. À défaut de mise en place de tels équipements, des mesures de substitution sont étudiées et mises en place en accord avec ce service.
Constats : En 2010, l'exploitant a confié à la société Dekra la mise à jour du calcul du besoin en eau en cas d'incendie. Depuis 2010, le site a peu évolué. Cette étude, réalisée selon le guide technique D9 et qui tient compte du sprinklage d'une partie des bâtiments, conclut que le besoin en eau en cas d'incendie atteint 720 m ³ /h. Ce calcul présente toutefois plusieurs insuffisances, susceptibles de minorer ce résultat. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- des ensembles de bâtiments ont été pris en compte indépendamment (pas de somme des résultats obtenus), alors qu'ils ne sont pas isolés les uns des autres par des murs REI 120 ou une distance libre de 10 m ;- la présence d'une équipe de seconde intervention 24h/24h est prise en compte, alors qu'une telle équipe n'est pas disponible en permanence sur le site. <p>Au vu du recensement du SDIS, le site est desservi par un poteau d'incendie externe pouvant délivrer 45 m³/h, trois poteaux d'incendie externes pouvant délivrer chacun 60 m³/h, et un poteau d'incendie interne pouvant délivrer 96 m³/h. Le débit pouvant être délivré en simultané par ces ouvrages n'est pas connu mais, dans tous les cas, il ne peut pas être supérieur à 320 m³/h. La cuve de sprinklage, de plus de 1000 m³, ne peut pas être prise en compte puisqu'elle ne constitue pas un moyen de défense extérieure contre l'incendie (elle alimente un moyen d'intervention) et que la présence d'un dispositif d'extinction automatique est déjà pris en compte dans le calcul D9.</p> <p>Au vu notamment de la mise à jour du calcul du besoin en eau en cas d'incendie (Dekra - 2010), il apparaît que les moyens actuels de défense extérieure contre l'incendie sont insuffisants.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter d'accord du SDIS, quant à la défense extérieure contre l'incendie du site, tenant compte de cette mise à jour. Cela constitue un écart à l'article 8.3.2.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le calcul du besoin en eau en cas d'incendie du site, en utilisant le guide technique D9 (version de juin 2020) et en tenant compte des remarques ci-dessus. Il est également demandé à l'exploitant de justifier le débit pouvant être délivré en simultané par les différents poteaux d'incendie desservant le site. Ces éléments devront être transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de trois mois.
<p>L'exploitant devra ensuite définir un plan d'action, visant à mettre à disposition des services de secours des moyens de défense permettant de combler le besoin déterminé. Ces mesures peuvent consister en la mise en place de nouveaux moyens (ex : réserve complémentaire), mais aussi en une réduction du besoin (ex : sprinklage, isolation de bâtiments par un mur REI120). Dans le cadre de cette réflexion, l'exploitant pourra utilement se rapprocher du SDIS. Ce plan d'action, accompagné d'un échéancier de mise en œuvre, devra être transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de six mois.</p> <p>Cette démarche pourra aboutir à la prise d'un arrêté complémentaire, modifiant l'article 8.3.2. Il est rappelé que, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, le préfet peut imposer, par arrêté complémentaire, les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations de l'étude de dangers et de l'étude d'impact/incidence.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Deux fois par an, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation de traitement du bois.
Constats : L'exploitant fait bien procéder à une campagne de mesures des eaux souterraines, deux fois par an. En revanche, en ce qui concerne la campagne de mesures d'avril 2022, seuls des résultats d'analyses (concentrations) ont été fournis. Ainsi, les niveaux piézométriques n'ont pas été relevés, ce qui constitue un écart. En outre, aucune information n'est fournie quant à la méthode de prélèvement des échantillons, le sens d'écoulement des eaux souterraines, l'état des ouvrages, etc.
Observations : À compter du 1er juillet 2023, conformément à l'article 65bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant sera notamment tenu de respecter les dispositions suivantes : "Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau". "La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique." "Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission des rapports de suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 4.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de tout commentaire nécessaires sur d'éventuelles anomalies.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne d'avril 2022. Ils ont seulement été présentés dans le cadre de la visite de contrôle. Ces résultats ne sont pas accompagnés de commentaires sur les anomalies constatées.
Observations : L'exploitant avait bien transmis, via GIDAF, les résultats des deux campagnes de 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités de stockage du produit de traitement des fumées (selon FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen REACH du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Respect de la FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...] Le paragraphe 7.2 de la FDS du Walhalla-Dioxorb (réactif injecté dans les fumées de la chaudière biomasse), version de février 2020, impose les conditions de stockage de ce mélange, notamment : - Stocker le produit dans un endroit sec. - Limiter au maximum l'exposition à l'air et à l'humidité afin d'éviter toute dégradation du produit. - Tenir éloigné des acides, des quantités importantes de papier, de la paille et des composés azotés. - Ne pas utiliser l'aluminium pour le stockage s'il existe un risque de contact avec de l'eau.
Constats : Aucun écart constaté en ce qui concerne les modalités de stockage de ce mélange. En particulier, il est stocké sous abri, dans un bâtiment, et aucune matière combustible n'est stockée à proximité.
Observations : Ce mélange présente les mentions de dangers H315, H318 et H335. Il est donc confirmé qu'il ne relève d'aucune rubrique ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet